

## **CNEA du 8 novembre 2017**

### **Déclaration liminaire**

Le Snetap-FSU s'associe aux différentes organisations syndicales qui viennent de dénoncer les nombreux dysfonctionnements du CNEA : PV de réunion validé avec près d'un an de retard, retrait de point à l'ordre du jour sans explication et ajout d'autre point 24 heures avant la réunion, documents préparatoires envoyés 24 heures avant la réunion, ...

De la même façon elle les rejoint sur le sentiment de mépris vis à vis de l'enseignement agricole d'un Ministre qui n'a jamais trouvé le temps de présider notre Conseil National.

Mais plus globalement, le Snetap-FSU s'inquiète quant à la forme du dialogue social mis en œuvre par la DGER depuis quelques mois. Le plan numérique présenté aujourd'hui est en cela exemplaire : un texte important à différents aspects pour l'enseignement agricole, annoncé depuis plusieurs mois et sur lequel les organisations représentantes des personnels ont signalé très tôt le souhait d'être consultées au cours son élaboration. Et voilà ce texte présenté aujourd'hui en CNEA dans sa version finale sans qu'aucun groupe de travail ou qu'aucune instance n'est été consulté et sans qu'à priori aucune des organisations qui se sont exprimées n'est été consultées, y compris par correspondance.

C'est incompréhensible, sinon à laisser présager que la volonté d'économie du gouvernement sur les frais de déplacement des représentant.es des organisations de l'enseignement agricole ne se traduise très concrètement par l'abandon du dialogue social. C'est bien sur inacceptable.

Le Snetap-FSU s'inquiète aussi de la place aujourd'hui de l'Enseignement agricole dans le Service d'Éducation. En effet la DGER était totalement absente de la concertation engagée il y a plusieurs mois sur la réforme de l'entrée dans l'enseignement supérieur. Pourtant cette réforme aura de nombreuses conséquences pour les élèves, les établissements et les personnels de l'enseignement agricole.

Pire il semble que sur les autres réformes majeures du secteur de l'éducation (réforme du baccalauréat, réforme de la voie professionnelle, réforme de l'apprentissage, ...), qui impacteront également nos formations et nos élèves ou apprenti.es, nous soyons encore oubliés ou au mieux invités sur un strapontin.

Le Snetap-FSU demande que vous rappeliez au plus vite la place de l'Enseignement agricole dans le service d'éducation, que vous rappeliez que nos établissements possèdent des Baccalauréats Professionnels mais aussi Technologiques et Généraux et qu'à ce titre nous ne pouvons être mis à l'écart des concertations qui s'engagent sur la réforme du Bac, que vous rappeliez aussi notre place et notre expertise sur la voie professionnelle et l'apprentissage.

Vous devez exiger une représentation des acteurs de l'enseignement agricole dans les groupes de travail qui démarrent.